

DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE**LOT- N°..... – VERSION INITIALE/MODIFICATIVE****A1 - Identification de l'acheteur.****ETAT – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

SGAMI SUD-EST - Direction de l'immobilier

Représenté par Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité

A2 – Identification du maître d'œuvre**Nom commercial/dénomination sociale****Adresse postale****SIRET****B - Objet du marché public.****Marché public de travaux pour la construction du nouveau centre de déminage de Lyon au Fort de Corbas**

Marché n°2020-011 notifié le/...../.....

EJ n°

Lot n° dont l'objet est

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

Un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du titulaire du marché public.

NOM du titulaire	
Adresse postale	
Courriel	
Téléphone	
Fax	
SIRET n°	

E - Identification du sous-traitant.

NOM sous-traitant	
Adresse postale	
Courriel	
Téléphone	
Fax	
SIRET n°	
Forme juridique	
Numéro enregistrement	
Personne ayant pouvoir engager la société	
Date de signature du contrat de sous-traitance	

- Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ?

Oui Non

F - Nature et prix des prestations sous-traitées

- Nature des prestations sous-traitées :

Lot	
Détail des prestations	

- Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

Montant HT	TVA	Montant TTC

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

Montant HT	TVA	Montant TTC
	autoliquidation, TVA due par le titulaire	Sans objet

- Modalités de variation des prix : prix fermes, non révisables.
- Si le marché fait l'objet de taux de TVA multiple, le titulaire précise le **taux de TVA applicable aux prestations sous-traitées** : %

- **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC: [article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics

(Cocher la case correspondante.)

OUI

NON

G - Conditions de paiement.

- Compte à créditer :

Nom de l'établissement bancaire :	
Numéro de compte :	

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

- Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

OUI

NON

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

H1 - Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandées par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Identiques à celles exigées du Titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées.

H2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.

I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (*) ;
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article [46](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

I2 – Documents de preuve disponibles en ligne :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au présent DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A :	Le :	A :	Le :
Le sous-traitant : <i>(cachet + signature)</i>		Le titulaire : <i>(cachet + signature)</i>	
A :	Le :		
Le représentant de l'acheteur : <i>(cachet + signature)</i>			

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le